

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le discours de Renaud Jean (*Amédée Dunois*). —
Le problème des réparations (*Albert Treint*). —
Souvenirs d'un ouvrier sur Karl Marx (*Frédéric
Lessner*). — Autour du Congrès d'Hambourg

(*Paul Frœlich*). — Pour le travail fécond (*André
Merlay*). — Le Pétrole (*I. Amter*). — Le pre-
mier écrit de Lénine (*Pierre Pascal*). — La lé-
gende de Lénine (*Michel Léon*).

Le discours de Renaud Jean

Mieux que des paroles, un acte : c'est bien ainsi que l'on doit juger, n'est-ce pas, le discours du camarade Renaud Jean. Ah ! si la tribune de la Chambre était toujours utilisée par nos élus avec un sentiment aussi topique de ce qu'il y faut dire, l'action parlementaire serait moins justement décriée dans le prolétariat avancé. Renaud Jean a fort bien compris que les paroles qui tombent du haut de la tribune, si elles ne s'adressent qu'à la Chambre, autant vaudrait peut-être ne pas les prononcer. Un député communiste, par-dessus la tête des parlementaires, parle au pays ouvrier. Et quand il parle, comme Renaud Jean, en vrai communiste, soyez sans inquiétude : ce qu'il dit portera.

L'importance politique du discours de Renaud Jean, c'est d'avoir défini avec autant de bon sens que de courage la position des communistes à l'égard des « blocs » bourgeois qui se disputent le pouvoir : Bloc national d'hier et d'aujourd'hui, Bloc des gauches de demain. C'est une position d'irréductible antagonisme. C'est la position éternelle du marxisme révolutionnaire qui n'appelle d'abord les ouvriers à s'organiser, que pour les appeler ensuite à rompre, en tant que classe, avec la classe ennemie ; et à engager contre elle une bataille sans merci. Sans doute, la bourgeoisie n'est-elle pas une classe intérieurement unie ; sans doute, est-il possible de distinguer en elle une petite, une moyenne et une grande bourgeoisie, et ces fractions superposées sont-elles loin de faire ensemble bon ménage. Mais tout en tenant compte des divergences intestines de la classe ennemie, dont le prolétariat doit savoir profiter, le marxisme révolutionnaire a toujours repoussé l'éventualité d'une alliance, même momentanée, entre le prolétariat et l'une quelconque des fractions de la classe bourgeoise, entre le socialisme et l'un quelconque des partis bourgeois. Toutes les fractions bourgeoises, tous les partis bourgeois, tous les blocs plus ou moins enfarinés qui se disputent la suprématie, doivent être indifféremment combattus les uns parce qu'ils sont au pouvoir, les autres

parce qu'ils y ont été où qu'ils y reviendront. Aux yeux d'un marxiste révolutionnaire, Arago et Herriot, ce n'est peut-être pas en vérité « tout un » ; il n'en est pas moins vrai qu'un marxiste ne peut se comporter dans l'action que si « c'était tout un ».

C'est ce qu'à fort bien dit Renaud Jean. Il a fait mieux que de le dire. Il l'a prouvé. Par des exemples adroitement choisis, il a montré qu'Herriot et Arago n'ont guère cessé, depuis quatre ans, de confondre leurs pensées et leurs votes, et que leurs dissentiments actuels ne touchent pas au fond des choses. Tous deux sont pareillement résolus à défendre la propriété bourgeoise contre les atteintes sacrilèges du prolétariat révolutionnaire ; tous deux condamnent la lutte de classe prolétarienne, l'internationalisme prolétarien. Ils ne diffèrent qu'en surface. Ils ne sont séparés que sur la manière de concevoir une majorité gouvernementale : Arago y fait entrer, sans vergogne, jusqu'aux partisans des « régimes déchus » ; Herriot ne craindrait pas de gouverner avec l'appui, voire le concours des socialistes. Pour le prolétariat, qu'est-ce qui vaut le mieux ?

Ni Arago, ni Herriot ! Ni le Bloc national, ni le Bloc des gauches !

Evidemment, le Bloc des gauches bénéficie, pour l'heure, du discrédit, du dégoût, de l'opprobre où le Bloc national est tombé. Tout porte à croire qu'il sera le triomphateur des élections de 1924 et qu'Herriot avec Painlevé à sa droite et Paul-Boncour à sa gauche comme principaux coadjuteurs, deviendra président du Conseil. En avant, la défense républicaine ! En avant, les réformes sociales dont on parle toujours et qu'on ne voit jamais ! Le collège de Castres prendra le nom de Jean-Jaurès. On évacuera progressivement la Ruhr ; peut-être même reprendra-t-on, avec la Russie, de vagues « relations économiques ». Tout ça, c'est quelque chose — et pourtant ce n'est rien.

Ce n'est rien du point de vue du prolétariat ; rien du point de vue de la Révolution sociale.

Le gouvernement Herriot-Painlevé-Boncour, tout comme jadis celui de Waldeck-Rousseau et de Millerand, sera un gouvernement de sauvegarde capi-

taliste et de confusion démocratique des classes. Il ne touchera pas, et pour cause, à la propriété capitaliste, aux monopoles privés, aux privilèges économiques qui donnent à la bourgeoisie droit de vie et de mort sur les travailleurs salariés. Peut-être donnera-t-il un tour de vis à l'impôt sur le revenu ; peut-être établira-t-il un impôt sur le capital. Mais qui paie, en définitive, les impôts de la bourgeoisie, sinon les travailleurs eux-mêmes ?

Le gouvernement Herriot ramènera au pouvoir la petite bourgeoisie radicale que le Seize Novembre en avait écartée. Mais la caractéristique de la petite bourgeoisie, c'est tantôt de se jeter dans les bras de la grande, par crainte de la révolution prolétarienne, tantôt de solliciter contre la grande bourgeoisie qui, faisant mine de l'embrasser, l'étouffe, le secours du prolétariat ; c'est d'osciller perpétuellement entre le Bloc national et le Bloc des gauches ; c'est de n'avoir jamais sa politique à elle ; c'est de ne pas former une classe économiquement indépendante et de ne pouvoir vivre, politiquement, sans contracter d'alliances — qui aboutissent régulièrement, d'ailleurs, à des constats d'impuissance totale. Désabusée du Bloc national qui livre aux hommes d'argent le gouvernement du pays et qui, sous prétexte de faire payer l'Allemagne, perpétue un militarisme écrasant et ruineux, la petite bourgeoisie radicale, à la veille des élections législatives, se tourne gauchement vers la classe ouvrière et, de son air le plus aimable, l'invite à lui donner la main.

Par haine du Bloc national — haine cent fois justifiée — la classe ouvrière se laissera-t-elle prendre au piège ? Par haine du gouvernement des patrons, des généraux et des évêques, aliénera-t-elle son indépendance de classe ? Abandonnera-t-elle, ne fût-ce que provisoirement, la voie révolutionnaire, pour pratiquer à nouveau la collaboration des classes avec toutes ses compromissions funestes, toutes ses déviations mortelles ? S'alliera-t-elle, dans un Bloc des gauches, à tous les repentis du Bloc national, à ceux qui, le 27 mai 1920, approuvèrent le gouvernement d'avoir écrasé la grève des cheminots, fait arrêter des dizaines de militants, laissé les Compagnies jeter sur le pavé plus de vingt mille travailleurs ?

Si l'influence sur le prolétariat des chefs socialistes et syndicalistes, tels que Paul-Boncour et Jouhaux, était restée intacte, il n'y aurait guère à douter de la réponse. Ni Renaudel, ni Jouhaux n'ont pleinement confiance dans le prolétariat, qu'ils ne croient pas capable d'enlever de haute lutte, à toutes les bourgeoisies, le pouvoir politique, hantés par les souvenirs du mille ansisme, ils sont tout prêts, au nom de la défense républicaine, à contracter alliance avec les petits-bourgeois radicaux venus à résipiscence, tout prêts à recommencer l'aventure ministérielle, toute condamnée qu'elle ait été par l'expérience, toute flétrie qu'elle ait été par la II^e Internationale elle-même.

Seulement, que vaut encore à cette heure l'influence sur les masses de Paul-Boncour et de Jouhaux ? Que représentent-ils, en dehors d'eux-mêmes ? Sans aucun doute, pas grand-chose. Lentement, mais sûrement, l'influence du Parti communiste et des syndicalistes rouges se substitue sur les masses à ceux des anciens chefs de file. Le Parti communiste manque de chefs ? Les syndicalistes rouges sont des hommes nouveaux ? Oui, certes. Mais s'il manque de chefs, le Parti communiste ne manque pas de militants, c'est même sa caractéristique, d'être un parti où tout le monde est obligatoirement militant ; quant aux syn-

dicalistes rouges, s'ils sont des hommes nouveaux, tant mieux ; la classe ouvrière préfère les hommes nouveaux aux hommes usés.

Que le Bloc des gauches soit désormais inévitable, tout le monde en tombe d'accord. Que les chefs socialistes herriotisés et les syndicalistes d'intérêt général aient partie liée avec les chefs du Bloc, c'est évident. Nous n'en sommes, à l'avance, ni surpris ni fâchés. Il faut que les choses et les hommes soient ce qu'ils sont, et la clarté en tout vaut mieux que l'équivoque. Une nouvelle expérience ministérielle n'est pas pour nous déplaire, encore moins pour nous faire peur ; le ministériisme est de ces morts récalcitrants qu'il faut qu'on tue et qu'on retue... Paul-Boncour au pouvoir, quelle admirable leçon de choses communiste, surtout si Léon Blum était de la charrette !

Toute la question est de savoir non pas dans quelle mesure les chefs du Parti socialiste et de la C. G. T. participeront au Bloc des gauches en formation, mais dans quelle mesure ils entraîneront derrière eux la classe ouvrière. Tout indique que l'attraction sera très faible. Notre effort pour l'affaiblir encore a déjà commencé. Il s'est manifesté d'abord par notre refus de participer, derrière les étendards fripés de la Ligue des Droits de l'Homme, à la manifestation antifasciste que l'on sait ; le discours de Renaud Jean à la Chambre, — cette dénonciation anticipée du bloc des gauches en formation — est venu ensuite. Nous allons continuer. Nous n'empêcherons pas le Bloc des gauches de se faire, — il est fait. Nous l'empêcherons d'attirer à lui la grande masse des prolétaires ; nous l'empêcherons de noyer la conscience de classe et toutes les espérances révolutionnaires qu'elle porte en elle dans les mares stagnantes du confusionnisme démocratique.

Critiquer incessamment le Bloc des gauches, la démocratie, le pseudo-réformisme, ce sera, dans les mois qui vont suivre, une de nos tâches essentielles. Ne nous laissons pas intimider par l'objection saugrenue que nos critiques, au bout de compte, risquent de profiter au Bloc national. (L'objection est très vieille, au moins septuagénaire : qu'on relise à ce sujet le manifeste de la Ligue des Communistes réédité ici-même la semaine dernière.) Ce n'est pas le Bloc national qui tirera profit de nos critiques ; c'est le Bloc ouvrier.

Le grand mot est lâché ! Le Bloc ouvrier, l'union dans la bataille de toutes les fractions du prolétariat, voilà ce que nous avons à opposer dès aujourd'hui aussi bien au Bloc national qu'il descend qu'au Bloc des gauches qui monte, — en attendant que nous leur opposions demain le Gouvernement ouvrier...

C'est pour avoir, à la tribune de la Chambre, établi cette opposition saisissante que Renaud Jean a été injurié, menacé, presque frappé par des énergumènes comme Claussat, Evrard et compagnie. Au Bloc ouvrier avec les communistes, ces maîtres combinards préférèrent, bien entendu, le Bloc des gauches avec les radicaux : réformisme oblige, et de cela nous prenons note. Seulement ces messieurs se trompent s'ils s'imaginent que nous tenons infiniment à leur présence. Leur place vraie est dans le Bloc des gauches. Mais celle des ouvriers et des paysans du Puy-de-Dôme et du Pas-de-Calais est dans le Bloc ouvrier et paysan : Cégeons qu'ils ne tarderont pas à le comprendre.

Amédée DUNOIS.

Le problème des Réparations

Il est une thèse par trop simpliste des réparations, que développaient avec une brillante intransigeance les hommes les plus en vue du Parti qui depuis ont quitté l'Internationale communiste pour se jeter dans les bras de la Ligue pour la défense des libertés civiques en compagnie de personnalités éminentes du monde de la grande bourgeoisie.

Nos intransigeants en parole disaient :

Faisons la Révolution d'abord ! Ensuite nous réparerons les ruines de la guerre par la coopération de tous les travailleurs libérés et devenus maîtres de leurs destinées.

La Révolution est restée limitée à la Russie des Soviets, et à travers des alternatives de crise aiguë et de prospérité partielle, provisoire et précaire le capitalisme poursuit sa marche vers sa propre dissociation.

Le prolétariat doit maintenant se défendre contre l'offensive implacable du Capital et dans cette lutte les communistes doivent préparer les cadres qui, l'heure venue de passer à l'offensive, entraîneront la masse ouvrière en mouvement, d'objectifs transitoires en objectifs transitoires, vers la victoire du prolétariat par la prise violente du pouvoir politique, instrument de l'édification progressive d'une économie communiste.

Nos brillants intransigeants d'hier ont abandonné le travail patient de la préparation méthodique des masses et du parti à la Révolution communiste, tant il est vrai que l'intransigeance verbale n'est qu'une des formes, la plus dangereuse peut-être, de l'opportunisme déguisé.

Faisons la Révolution tout de suite, avec le Parti Communiste tout seul, disaient-ils hier ! Et puisque ce n'est pas possible sur l'heure, faisons le bloc des Gauches avec la Bourgeoisie radicale, s'apprêtent-ils à dire demain !

Et pendant ce temps-là, le problème des réparations est ajourné à la date de la Révolution !

Le malheur, c'est que, tant que dure le capitalisme, tant bien que mal, plutôt mal que bien, les Réparations se font. Elles se font dans l'intérêt de la grande bourgeoisie et au détriment des travailleurs.

On ne voit, d'ailleurs, pas très bien comment le Bloc des Gauches aurait la vertu d'entraîner le capitalisme à faire sa nuit du 4 août des Réparations. Les nuits du 4 août, ne se font jamais que sous la pression d'un gigantesque soulèvement des masses exploitées.

Les capitalismes rivaux se disputent les pro-

fits des Réparations autour des régions dévastées comme autour d'une fructueuse colonie.

Américains, Anglais, Italiens, Allemands et Français y cherchent, les uns des débouchés pour leur industrie, les autres des possibilités d'émigration pour leur main-d'œuvre nationale surabondante.

Lorsque dans le conflit économique qui met aux prises toutes ces convoitises et toutes ces rivalités, les réparations se font, c'est la plupart du temps tant mieux pour la Bourgeoisie et tant pis pour le Prolétariat.

Ce n'est déjà plus un secret pour personne, que ce sont les églises, les châteaux et les grandes usines, dont les ruines ont été tout d'abord relevées, tandis que les humbles travailleurs des villes et des champs continuaient à vivre dans les maisons en ruines ou dans de misérables abris improvisés, cabanes en bois recouvertes de carton bitumé ou chétives bicoques de tôle ondulée.

La grande bourgeoisie, les ingénieurs et les entrepreneurs à sa solde, par les coopératives de reconstruction ont mis la main sur tout l'appareil des réparations. Toute une armée de fonctionnaires, grassement payés et à la dévotion des grandes puissances d'argent s'est abattue sur les régions dévastées et y a déterminé une hausse formidable du prix de la vie dont souffrent seuls les ouvriers.

Les loisirs dont disposent les grands capitalistes, leur emprise sur le haut fonctionariat des réparations, leurs liaisons avec la haute administration et avec la magistrature, tout cela a permis aux grands seigneurs de l'industrie de bénéficier d'une priorité de fait pour la reconstruction de leurs propriétés.

Un grand nombre d'entre eux ont même réussi à toucher des indemnités plusieurs fois supérieures à celles qu'ils auraient dû obtenir par la stricte application de la loi. De tels scandales ont été dénoncés au fur et à mesure qu'ils ont été connus par notre journal *l'Humanité*.

Pendant ce temps-là, les modestes travailleurs, perdus au milieu du mécanisme compliqué des réparations n'arrivaient pas à toucher les premières avances de fonds nécessaires à la reconstruction de leur petite bicoque, fruit de toute une vie d'épargne et de labeur. Les travailleurs des champs : petits propriétaires, fermiers et métayers, ne pouvaient remettre sur pied leur exploitation rurale dévastée par la guerre.

Les uns et les autres, à court d'argent,

étaient contraints de vendre aux gros capitalistes, à vil prix, leurs droits aux indemnités de réparations. Ils se sont ainsi trouvés spoliés des deux tiers environ des sommes qui auraient dû leur revenir.

Enfin, l'exécution des travaux est subordonnée aux crédits affectés par l'Etat ou les grandes banques à l'œuvre de la reconstruction. Il arrive périodiquement que les crédits viennent à manquer et que les travaux doivent être suspendus. Naturellement, les gros capitalistes possesseurs de crédits en banque ou de disponibilités de trésorerie, peuvent faire poursuivre leurs travaux. Les humbles sinistrés, eux, sont gravement frappés par les conséquences de ces interruptions périodiques et se voient souvent obligés de vendre à perte leurs droits aux indemnités ultérieures de dommages de guerre.

D'autre part, les crédits budgétaires pour les réparations sont récupérés par la voie des impôts et comme notre système fiscal pèse d'une manière écrasante sur les consommateurs, ce sont en définitive les travailleurs qui supportent directement ou indirectement tout le poids des réparations.

De quelque façon que l'on envisage les réparations, dans la mesure où elle se font, par le fait même que les capitalistes en bénéficient au détriment des travailleurs, elles sont l'un des épisodes les plus importants de la lutte des classes.

Le fait que les capitalistes français veulent faire payer l'Allemagne, et à travers l'Allemagne capitaliste des Stinnes, des Thyssen et des Krupp, le prolétariat allemand, élargit la question des réparations et la fait passer du plan national au plan international.

La question des réparations devient par là un chapitre essentiel de la lutte mondiale des classes.

D'un tel combat, ni le prolétariat, ni la petite artisanerie citadine, ni la petite paysannerie ne peuvent se désintéresser. Les travailleurs ne peuvent se laisser vaincre sans résistance sous prétexte que la Révolution n'est pas faite.

Soutenir de pareilles sornettes, ce n'est pas faire du communisme ; c'est sous prétexte d'intransigeance révolutionnaire, faire le jeu du capitalisme ; c'est permettre sur un secteur essentiel du front de combat contre le capitalisme, la défaite des travailleurs livrés aux entreprises de la grande banque, de la métallurgie lourde et du haut patronat minier ; c'est en un mot collaborer à l'écrasement du travail par le capital et faire œuvre profondément contre-révolutionnaire.

Certes, nous savons que les réparations se feront mal, difficilement, incomplètement tant que durera le régime capitaliste, certes, nous

savons que dans la mesure où elles se feront, ce sera plus ou moins au bénéfice de la grande bourgeoisie et au détriment des prolétaires.

Certes, nous savons, nous, communistes, que les réparations ne seront intégralement faites au bénéfice des travailleurs que par la chute du régime capitaliste en Europe et par l'instauration de la dictature prolétarienne.

Mais, de même que les ouvriers n'attendent pas la chute du régime capitaliste pour lutter en faveur des huit heures, pour défendre leurs salaires et leurs organisations, de même que les communistes doivent entraîner dans cette lutte toute la classe ouvrière ; de même, ni le Parti Communiste, ni les ouvriers ne sauraient attendre la Révolution communiste pour organiser la lutte du prolétariat et des petits paysans en vue de rejeter le fardeau des réparations sur les classes possédantes et profiteuses de la guerre.

C'est précisément en commençant cette lutte dans le régime capitaliste que le prolétariat et ses alliés paysans une fois mis en mouvement seront amenés par tous les obstacles qu'ils rencontreront, à briser les cadres même du régime capitaliste et à achever en régime soviétique l'œuvre entreprise de haute lutte sous le régime parlementaire bourgeois.

Nous examinerons dans un prochain article les grandes lignes de ce que doit être un programme communiste des réparations.

Albert TREINT.

G. ZINOVIEV

N. LÉNINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° *Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administrateur de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;*

2° *Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.*

Ceci pour éviter des difficultés avec la Poste et des retards dans l'expédition du journal.

Souvenirs d'un ouvrier sur Karl Marx

Frédéric Lessner, l'auteur de ces quelques pages de souvenirs personnels que Marcel Ollivier a traduites de l'allemand pour le Bulletin Communiste, était un ouvrier tailleur natif de Blankenheim (Saxe-Weimar) et fixé à Londres depuis avril 1847 (Cf. James Guillaume, l'Internationale, t. II, p. XI). Membre de la Ligue des Communistes, condamné à trois ans de forteresse dans le fameux procès de Cologne (1852), membre, plus tard, du Conseil général de l'Internationale, il a appartenu pendant plus de trente ans à l'entourage immédiat de Marx, qui le tenait en particulière estime.

Lessner est parvenu à un âge très avancé, puisqu'il vivait encore en 1907. Il est resté immuablement fidèle aux idées communistes et marxistes de sa jeunesse et de sa maturité. On possède de lui (en anglais), une brochure de souvenirs plus étendus que ceux qu'il a consignés dans cet article. Peut-être la ferons-nous un jour connaître à nos lecteurs. Il n'y a rien de négligeable de ce qui touche aux hommes qui ont fondé le socialisme moderne.

Nous avons ajouté quelques notes, complémentaires ou rectificatives, à l'article de Frédéric Lessner. — Am. D.

Depuis la mort de notre grand champion, on a beaucoup écrit sur lui, sur sa vie, sur son œuvre, autant ses partisans que ses ennemis.

Mais les auteurs de ces écrits, pour la plupart, n'étaient pas, comme diraient les trade-unionistes, des ouvriers *bona fide*, mais appartenaient plutôt, d'après leur origine et leur condition sociale, à la classe dite moyenne.

On ne trouvera donc pas mauvais qu'en ma qualité d'ouvrier, de chevalier plébéien de l'aiguille, à l'occasion du dixième anniversaire de la mort de notre grand champion (1), je recueille pour mes jeunes camarades quelques-uns des souvenirs des années où je fus avec Marx en contact personnel, et qui auront pour but de définir l'impression que Marx fit alors sur moi et sur d'autres, et de compléter ainsi le tableau de sa vie.

J'étais encore tout jeune lorsque j'entendis parler de Marx pour la première fois, dans les colonnes de *Deutsche Brüsseler Zeitung* (Gazette allemande de Bruxelles) (2), vers le milieu des années 40. Je me familiarisai avec son enseignement en 1847, à l'occasion de la discussion et de l'adoption du *Manifeste Communiste*. Je travail-

lais, à cette époque, à Londres, et faisais partie du *Club communiste d'éducation*, qui avait son siège 191, Drury Lane. C'est là qu'on tint, à la fin de novembre et au début de décembre 1847, une conférence des membres du Comité central de la Ligue des Communistes à laquelle participèrent Karl Marx et Frédéric Engels, venus tout exprès de Bruxelles (1), pour développer devant les membres du Comité Central leur point de vue sur le communisme moderne et ses rapports avec le mouvement ouvrier. A ces séances, qui se tenaient naturellement le soir, n'assistaient que les délégués, dont je n'étais pas, mais nous étions au courant de ces séances et attendions avec impatience la fin des discussions. En effet, nous apprîmes bientôt qu'après de longs débats, le Congrès s'était prononcé à l'unanimité pour les principes exposés par Marx et Engels et avait chargé ces derniers de rédiger et de publier un manifeste en ce sens. Lorsque, quelque temps plus tard, au début de 1848, le manuscrit arriva à Londres, je contribuai pour ma modeste part à la publication de ce document historique, en portant le manuscrit à l'imprimeur, d'où je transmettais les épreuves à Karl Schapper, le fondateur du « Groupe communiste d'éducation », lequel les corrigeait.

En 1848, après la Révolution de février, parut à Cologne la *Nouvelle Gazette rhénane*, rédigée par Karl Marx et Frédéric Engels, avec la collaboration d'un certain nombre de membres de la Ligue des communistes et de démocrates avancés. Je me rendis également de Londres à Cologne, et fis tout ce qui était en mon pouvoir pour soutenir nos camarades dans leur propagande. Je distribuais la *Nouvelle Gazette rhénane* dans tous les ateliers où je travaillais, et en lisais souvent, pendant le travail, des articles qui suscitèrent presque tous un grand enthousiasme. Au mois de mai 1849, après que le gouvernement prussien eut intenté à la *Nouvelle Gazette rhénane* une douzaine de procès, le journal fut frappé d'interdit, et Marx expulsé de Cologne. Peu après, je subis le même sort. En 1851, je fus arrêté à Mayence. Après être resté plus de deux ans en prison préventive, je fus condamné (2), lors du fameux Procès des Communistes de Cologne, à trois années de forteresse, que je fis à Graudenz et à Silberberg (à la frontière de la Silésie).

Pendant l'instruction du procès, Marx fit de Londres tout ce qu'il put pour nous sauver, mais ses efforts, ainsi que ceux de ses amis, échou-

(1) Marx était venu à Londres de Bruxelles où il résidait depuis son expulsion de France. Mais Engels était venu de Paris, comme représentant des groupes communistes allemands de cette ville. Nous croyons que Lessner se trompe quand il parle d'une simple conférence des membres du Comité Central de la Ligue des communistes ; il s'agissait bien, semble-t-il, d'un congrès général.

(2) Le 12 novembre 1852, Lessner, arrêté en 1851, n'est donc pas resté « plus de deux ans » en prison préventive.

(1) Écrit en mars 1893.

(2) La *Deutsche Brüsseler Zeitung*, fondée à Bruxelles le 1^{er} janvier 1847 par Bornstedt, Marx et Engels — et aussi Mazzini — y collaboraient.

rent contre les dépositions du commissaire de police Stieber et autres sauveurs de l'Etat, contre les préjugés de classe des jurés, et, je dois malheureusement ajouter, contre les bêtises d'autres gens, bêtises dont on nous rendit responsables.

Il existait déjà à cette époque un certain nombre de soi-disant « hommes d'action » ultra-révolutionnaires, pour lesquels rien n'était trop radical, et qui professaient cette idiotie qu'on peut faire la révolution, quand on veut, au moyen de putsches et autres actions de ce genre. Mais les neuf dixièmes de ces gens-là n'étaient des héros qu'en paroles, qui n'ont jamais rien fait dans le mouvement, et les plus enragés et les plus extrémistes d'entre eux, qui parlaient à tout moment de saisir les exploités à la gorge, sont devenus aujourd'hui les pires exploités. Un certain nombre d'entre eux ont été si loin qu'ils se promenaient plus tard en équipage à travers les rues de Londres.

Après ma sortie de la forteresse, en 1856, je retournai à Londres, et c'est là que je fis la connaissance personnelle de Marx.

En 1850, ce dernier était sorti avec ses amis du groupe communiste de Londres parce que les faiseurs de révolution, dirigés par Willich, y tenaient le haut du pavé. Mais, après l'expulsion de Kinkel, l'un des partisans de Willich, j'engageai Marx à retourner au groupe afin d'y faire des conférences sur des questions politiques et économiques (1). Liebknecht (2) et d'autres camarades rentrèrent également au groupe.

Pour lutter contre le journal *Herman*, fondé par Kinkel, et qui, à l'époque de la guerre italienne, défendait Bonaparte, nous fondâmes, au printemps de 1859, le journal *Le Peuple*. Prié d'y collaborer, Marx y écrivit un certain nombre d'articles très intéressants sur l'attitude de la Prusse, et fit même une collecte parmi ses amis pour soutenir ce journal. Au cours de cette année, parut le premier tome de la *Critique de l'économie politique*, et, l'année suivante, Marx publia sa brochure intitulée *Monsieur Vogt*, dans laquelle il démasquait les menées bonapartistes de ce monsieur et de ses « patrons et complices ». Cette brochure que Marx se vit obligé de rédiger pour répondre aux infâmes calomnies répandues par monsieur Vogt et ses amis, contient des matériaux considérables sur l'histoire de l'émigration de 1848, ainsi qu'un exposé extrêmement précieux des intrigues diplomatiques des cabinets européens.

En 1864, l'Internationale fut enfin fondée, et, du fait que je participai activement à sa fonda-

(1) Le 15 septembre 1850, Marx était sorti en claquant les portes du Comité Central de la Ligue des communistes, dont le siège fut alors transporté à Cologne, ce qui provoqua une scission dans la Ligue, laquelle possédait quelque temps deux comités centraux : l'un à Cologne (fraction Marx), l'autre à Londres (fraction Willich-Schopper).

Il ne faut pas confondre, semble-t-il, le groupe ouvrier allemand de Londres, où Marx consentit à retourner plus tard sur les instances de Lessner, avec la Ligue des communistes qui, lorsque Lessner sortit de prison (1856), n'existait plus depuis quatre ans.

(2) Wilhelm Liebknecht, père de Karl Liebknecht (1826-1900).

tion, et fut nommé membre du conseil général, j'entrai en rapports encore plus étroits avec Marx.

Marx attachait une très grande importance au contact et à la conversation des ouvriers. Il recherchait toujours la compagnie de ceux qui lui parlaient ouvertement et lui épargnaient les flatteries. Il s'efforçait toujours de connaître l'opinion des ouvriers sur le mouvement. Il était toujours prêt à discuter avec eux les questions politiques et économiques les plus importantes. Il s'apercevait très rapidement si l'on comprenait suffisamment ces questions, et plus c'était le cas, plus il s'en réjouissait. A l'époque de la fondation de l'Internationale, il ne manquait à aucune des séances du Conseil général, et, après les séances, nous avions l'habitude, Marx et la plupart des membres du Conseil, d'aller dans un bon cabaret pour y discuter à notre aise devant un verre de bière. Sur le chemin du retour, Marx parlait souvent de la journée normale de travail, et surtout de la journée de huit heures, en faveur de laquelle nous faisons déjà, en 1866, beaucoup de propagande et qui fut inscrite dans le programme de l'Internationale au Congrès de Genève, en septembre 1866.

Marx disait souvent : « Nous réclamons la journée de huit heures, mais nous-mêmes travaillons souvent plus de deux fois davantage en 24 heures ». En effet, Marx travaillait malheureusement beaucoup trop. Ce que l'Internationale seule lui aura coûté de temps et d'énergie, il est impossible à qui ne l'a pas vu de s'en faire une idée. Et, en outre, Marx devait travailler pour gagner sa vie et passait de longues heures au *British Museum* à rassembler des matériaux pour ses études historiques et économiques. Lorsqu'il rentrait du *British Museum* à son logement, situé au nord de Londres, Maitland Park Road, Haversock Hill, il venait souvent chez moi, car j'habitais près de la bibliothèque, pour discuter une question quelconque, concernant l'Internationale. De retour chez lui, il prenait son repas, après lequel il s'étendait un peu, pour se remettre ensuite au travail, souvent, et même trop souvent, jusque tard dans la nuit, parfois même jusqu'au matin ; et il faut encore ajouter que, souvent, le temps de son court repos était coupé par des visites de camarades.

La maison de Marx était ouverte à tous les camarades. Je n'oublierai jamais les heures agréables que j'ai passées, ainsi que d'autres, dans sa famille. Là brillait la remarquable Mme Marx, grande, d'une beauté rare, d'une apparence distinguée, mais si extraordinairement bonne, aimable, spirituelle, et tellement dénuée de toute fierté et de toute raideur, qu'on se sentait chez elle comme auprès d'une mère ou d'une sœur. Tout son être rappelait les paroles du poète populaire écossais Robert Burns : « *Woman, lovely woman, heaven destined you to temper man* », (Femme, charmante femme, le ciel t'a destinée à adoucir l'homme). Elle était pleine d'enthousiasme pour le mouvement ouvrier, et le plus petit succès remporté dans la lutte contre la bourgeoisie la comblait d'aise et de joie.

De même, les trois filles de Marx prirent, dès la plus tendre jeunesse, le plus grand intérêt au mouvement ouvrier, qui constituait toujours le

thème de conversation principal, dans la maison de Marx. Les rapports entre Marx et ses filles étaient les plus tendres et les plus libres qu'on puisse concevoir. Les jeunes filles traitaient leur père comme un frère ou un ami, car Marx dédaignait les attributs extérieurs de l'autorité paternelle. Dans les affaires sérieuses, il était le conseiller de ses enfants et, quand il en avait le temps, leur camarade de jeu. Il disait souvent que ce qui lui plaisait le plus dans le Christ de la Bible, c'était son grand amour pour les enfants. Quand Marx n'avait rien à faire dans la ville et qu'il allait se promener dans la direction d'Hampstead Heath, on pouvait voir souvent l'auteur du *Capital* tourner en rond avec toute une bande de gamins.

Comme tous les hommes vraiment supérieurs, Marx était absolument dénué de vanité ; il appréciait tout effort sincère et toute pensée indépendante. Ainsi que je l'ai déjà dit, il s'efforçait toujours de connaître l'opinion des plus simples ouvriers sur le mouvement. C'est ainsi qu'il se rendait souvent chez moi l'après-midi, pour m'emmener faire une promenade avec lui et discuter de toutes sortes de choses. Naturellement, je le laissais parler aussi longtemps que possible, car c'était un véritable plaisir de l'entendre développer ses idées. Sa conversation me passionnait à tel point que je ne me séparais de lui qu'à regret. C'était un compagnon si agréable qu'il attirait et, pourrait-on dire, charmait quiconque l'approchait. Son humour n'était pas malicieux, son rire était extrêmement cordial. Nos camarades réussissaient-ils, dans n'importe quel pays, à remporter une victoire, il manifestait sa joie de la façon la plus libre et la plus bruyante, entraînant avec lui tout son entourage. Il se réjouissait du moindre succès électoral de nos camarades d'Allemagne, de toute grève gagnée ; comme il se serait réjoui des manifestations monstres de mai dernier ! Il ne faisait que rire des attaques de ses adversaires, et il fallait voir avec quelle ironie et quels sarcasmes il parlait d'eux ! Il manifestait une indifférence parfaite à l'égard des ouvrages qu'il avait publiés. Quand on parlait de ses écrits, il me disait : « Si tu veux avoir mes ouvrages, va chez Lassalle, il les a tous collectionnés. Je n'en possède pas un seul exemplaire. » Cela était tellement vrai qu'il lui arrivait souvent de venir chez moi pour me demander de lui prêter pour quelque temps l'un ou l'autre de ses ouvrages, dont il n'avait pas chez lui un seul exemplaire !

Une bonne partie des œuvres de Marx restèrent longtemps complètement inconnues à la masse, et ne sont, aujourd'hui encore, qu'insuffisamment appréciées, surtout celles qu'il écrivit avant la Révolution de 48 et quelques années après, et qui ne pouvaient être répandues à cette époque qu'au prix des plus grandes difficultés. Même ses autres œuvres sont peu connues du grand public, car il ne fit jamais de bruit autour d'elles. Pour ceux qui ont travaillé depuis le début avec Marx et Engels, cela semble très comique d'entendre dire que la fondation de l'« Association générale des travailleurs allemands » (1) (*Allge-*

meine Deutsche Arbeiterverein) marque le début du mouvement ouvrier actuel. Cette fondation ne date cependant que des années 60, à une époque où Marx, Engels et d'autres travaillaient déjà depuis une vingtaine d'années. Je ne dis naturellement pas cela contre Lassalle que j'ai vu de près de 1848 à 1850, dont j'ai toujours estimé la force considérable, et je reconnais volontiers l'influence de son action, grâce à laquelle il réussit à faire faire au mouvement un si grand pas en avant. La dernière fois que je le vis, ce fut en octobre et novembre 1852, pendant les débats du procès des communistes de Cologne, auquel il assista en qualité de spectateur. Lors de ses nombreuses visites à Londres, je ne l'ai pas vu, il ne venait jamais au groupe ouvrier, et, chez Marx, je n'ai pas eu l'occasion de le rencontrer.

Au début d'octobre 1868 (1), Marx me communiqua avec une grande joie que le premier volume du *Capital* avait été traduit en russe, et était sous presse à Saint-Petersbourg. Il attachait une très grande importance au mouvement russe de cette époque et manifestait une grande estime pour les hommes qui faisaient là-bas tant de sacrifices pour l'étude et la propagation d'œuvres théoriques, et pour leur compréhension des idées modernes. Lorsque l'exemplaire russe lui parvint de Saint-Petersbourg, ce fut une véritable fête pour lui, sa famille et ses amis.

Après chaque défaite des ouvriers dans la lutte contre la classe exploitatrice, Marx prenait la défense des vaincus avec une force incomparable contre les attaques de leurs adversaires. Il en fut ainsi après les journées de juin, de Paris, en 1848 ; ainsi, après la défaite de la Révolution de 48 en Allemagne ; ainsi, après l'écrasement de la Commune, en 1871, alors que tous les réactionnaires du monde entier, et même une grande partie des ouvriers arriérés s'en prenaient avec la dernière violence aux défenseurs de la Commune. Marx fut le premier qui se plaça immédiatement aux côtés des combattants de la Commune massacrés et traqués. L'Adresse du Conseil général de l'Association internationale des Travailleurs, intitulée : « La guerre civile en France », montre avec quelle force et quelle énergie il le fit. Tant il est vrai que c'est aux moments de la défaite que l'on connaît ses véritables amis !

Après la défaite de la Commune, l'activité que déployait Marx dans l'Internationale le fatiguait de plus en plus et lui procurait de moins en moins de satisfactions. Toute révolution porte à la surface, à côté de la masse des braves combattants, un certain nombre d'éléments indésirables, aventuriers de toutes sortes, qui espèrent en tirer, d'une façon ou d'une autre, un profit personnel. Il y en avait un certain nombre parmi les réfugiés de la Commune, et comme ils n'arrivaient pas à leurs fins, ils utilisaient toutes les occasions de provoquer des discussions. A cela, vinrent s'ajouter les dissensions parmi les Communsards eux-mêmes. Blanquistes, proudhonistes, autonomistes, anarchistes et tous les autres istes possibles et imaginables se prenaient aux che-

(1) Fondée en 1863 par Lassalle.

(1) C'est quatre ou cinq ans plus tard (vers 1873) que le *Capital* fut traduit en russe par Hermann Lopatine.

veux à tout instant. Ces dissensions pénétrèrent jusque dans le Conseil général de l'Internationale, où se déroulèrent des séances extrêmement orageuses ; Marx avait les plus grandes difficultés à ramener les gens à la raison. Il est impossible de décrire la patience dont il fit preuve dans ces conjonctures. Mais souvent, les vues absurdes et les plans ineptes des Communistes le mettaient hors de lui.

Mais les plus impatients et les plus difficiles à ramener à la raison étaient les blanquistes. Ils avaient la révolution dans leur poche et distribuaient des arrêts de mort à droite et à gauche.

Jusqu'à là cela n'était que drôle. Mais les dissensions entre les Français se répercutèrent chez les représentants des autres nations. A cela, vinrent s'ajouter les intrigues de Bakounine ; les séances de High Holborn, où se réunissait alors le Conseil général, étaient les plus mouvementées et les plus orageuses qu'on puisse concevoir. Différences de langues, de tempéraments, de conceptions..., il fallait un travail de géant pour surmonter tout cela. Ceux qui accusent Marx d'intolérance, auraient dû voir comment il savait se mettre à la hauteur des gens et les convaincre de la fausseté de leur raisonnement.

D'un certain point de vue, tout révolutionnaire doit être intolérant, et, à mon avis, Marx a rendu un grand service au mouvement en faisant tout son possible pour écarter de l'Internationale les éléments ambitieux ou équivoques. C'est ainsi qu'au début étaient toutes sortes de gens, entre autres, le pasteur athée Bradlaugh. C'est surtout grâce à Marx que l'on put faire comprendre à ces gens que l'Association Internationale des Travailleurs n'était pas une pépinière de sectes religieuses.

Marx eut la grande satisfaction de voir ses deux filles aînées, Jenny et Laura, épouser d'excellents camarades. Jenny épousa Charles Longuet et Laura Paul Lafargue. Mais il ne lui fut pas donné, pas plus qu'à sa femme, d'assister au mariage de sa plus jeune fille, Eléonor, avec un socialiste de grande valeur, le Dr Edward Aveling (1). Avecativité que leurs enfants consacrèrent par la suite à la cause de l'émancipation de la classe ouvrière, et avec quelle joie eussent-ils salué les progrès considérables réalisés par le mouvement ouvrier au cours des dix dernières années !

La mort, survenu en 1882, de sa fille aînée, qui possédait toutes les qualités de sa mère, atteignit notre ami Marx à une époque extrêmement dure et décisive pour lui. A peine un an auparavant, le 2 décembre 1881, il avait perdu sa courageuse compagne. Il ne devait pas se relever de ces coups. Marx souffrait à cette époque d'une mauvaise toux ; c'était à croire, en l'entendant tousser, que son corps large et puissant allait éclater en morceaux. Cette toux l'épuisait d'autant plus que sa constitution était déjà minée depuis des dizaines d'années par un surmenage prolongé. Déjà, au milieu des années 70, le médecin lui avait interdit de fumer, et c'avait été pour lui, fumeur pas-

sionné, un sacrifice incomparable que d'être obligé de cesser de fumer. La première fois que je le vis après cette interdiction, il me communiqua avec fierté qu'il n'avait pas fumé depuis tant et tant de jours, et qu'il continuerait à ne pas fumer jusqu'à ce que le médecin le lui permit à nouveau. Et chaque fois que je le visitais après cette interdiction, il me racontait qu'il avait complètement cessé de fumer depuis tant de jours et tant de semaines. Cela lui semblait incroyable qu'il eût pu y réussir. On comprendra quelle fut sa joie lorsque le médecin lui permit de fumer à nouveau un cigare par jour.

Que Karl Marx soit mort trop tôt, tout le monde en sera d'accord. Depuis longtemps, ses amis étaient préoccupés de sa santé, car Marx ne savait pas se ménager, lorsque ses travaux scientifiques et l'intérêt du mouvement ouvrier étaient en jeu. Aucun de ses amis, pas même les membres de sa famille, ne pouvaient exercer en cela la moindre influence sur lui. Quel amas de connaissances s'en sont allées avec lui dans la tombe, il faut, pour s'en convaincre, se reporter à ses écrits posthumes, quoiqu'ils ne contiennent pas la dixième partie de ce qu'il se projetait d'écrire. Mais, du moins, ces écrits nous restent et nous pouvons y puiser.

Ce n'est pas pour nous une mince satisfaction de savoir que le plus ancien et le meilleur ami de Karl Marx, Frédéric Engels, est encore parmi nous, robuste de corps et sain d'esprit. Il nous fera connaître encore une grande partie des écrits posthumes de Marx.

Tandis que Marx nous offre ainsi, même après sa mort, de nouvelles connaissances, de nouvelles idées, ses enseignements se répandent de plus en plus parmi les combattants prolétariens : partout, le mouvement ouvrier s'inspire de ses enseignements. Marx n'a pas fait que jeter dans les masses la parole formidable : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* », il a créé par son enseignement la base sur laquelle cette union peut se réaliser et se réalise en fait. L'Internationale, dont il était l'âme, est ressuscitée plus forte, plus puissante encore que la première, et la bannière autour de laquelle se rassemblent les bataillons ouvriers du monde entier, c'est la bannière que Marx a levée en 1848, et portée pendant toute une génération, à la tête du prolétariat militant. C'est sous cette bannière que l'armée prolétarienne marche aujourd'hui de victoire en victoire.

Frederic LESSNER.

PAUL FRELICH

La Terreur Blanche en Allemagne

Une brochure : 1 fr.

En vente à la Librairie de l'Humanité.

(1) Ce mariage fut loin d'être heureux. Eléonor Marx-Aveling, décédée, désespérée, se suicida le 31 mars 1898 (à 42 ans).

Autour du Congrès de Hambourg

Le jugement d'un témoin

Dès le premier jour, le Congrès de Hambourg nous a montré ce que pense et veut la nouvelle Internationale socialdémocrate.

Le drapeau noir-rouge-jaune de la République allemande flotte sur la Maison des Syndicats. Il est vrai qu'on y voit aussi, à l'un des pignons, trembler au vent un chiffon qui a dû être rouge jadis. Aux portes du Congrès, les couleurs du négoce de Hambourg. Dans la salle même, les couleurs des puissances capitalistes. Le tricolore de Poincaré et l'Union Jack, sous lesquels fut prêchée la guerre contre la Russie rouge ; la bannière fasciste de Mussolini, les couleurs fanées noir-jaune de la monarchie des Habsbourg et, finalement — ça, c'est magnifique ! — les couleurs du tsar !

On ne pouvait mieux exprimer qu'il s'agit ici d'une Internationale de nationalistes. Le Congrès international des femmes et le Congrès de dissolution de l'Internationale de Vienne nous avaient déjà, tout dernièrement, offert le triste spectacle des mutuelles accusations de trahison nationaliste au profit de la bourgeoisie. On y avait entendu les Allemands de Bohême prononcer des réquisitoires documentés contre la socialdémocratie tchèque, qui trahit et opprime, de concert avec les partis bourgeois nationalistes tchèques, les minorités nationales et le prolétariat de Tchéco-Slovaquie. On y avait condamné la politique nationaliste et militariste des socialistes polonais. Un Modigliani avait osé y rappeler Zimmerwald et Kienthal sans souffler mot du nationalisme de son co-délégué Treves.

Mais ici ! Le maire socialdémocrate de Hambourg, Stolten, manifeste dans son allocution un nationalisme virulent. Les vaincus osent pourtant exprimer leur indignation envers les partis « socialistes » tchèques et polonais. Ceux-ci n'en seront pas moins admis dans la nouvelle Internationale. Comment la socialdémocratie allemande protesterait-elle contre ce fait, puisqu'elle oblige le Congrès à siéger sous le drapeau d'Ebert-Stinnes-Noske-Ludendorff ? Comment le *Labour Party* ferait-il des objections quand Macdonald déclare ne point permettre qu'on reproche à la Grande-Bretagne les atrocités de l'Irlande et l'oppression de centaines de millions d'êtres humains ? — Ceux qui s'unissent ici ne forment pas une Internationale. Leur union est, intérieurement, dévorée des contradictions du capitalisme et rien ne la cimente que le respect des « préjugés » de la classe ouvrière. Après que M. Vandervelde a parlé, on sent que cette Internationale comprend encore des vainqueurs et des vaincus...

M. Ferner, porte-parole de la socialdémocratie hambourgeoise, invitant le Sénat de la ville à bien recevoir le Congrès, a déjà indiqué ce que pense la nouvelle Internationale :

« Les ouvriers et les commerçants doivent diriger la politique. »

Le menchevik Abramovitch disait la même chose à l'Internationale de Vienne. Deux révolutions,

pour ces gens-là, sont deux grands échecs : la révolution allemande et la révolution russe. Tout progrès révolutionnaire est désormais impossible. Cette idéologie a incité, en Allemagne, les social-démocrates, naguère révolutionnaires, à rejoindre les majoritaires. Quiconque parle encore de révolutions est un sectaire. M. Hilferding applaudit et Friedrich Adler déclare fièrement :

« J'ai dit, avant comme pendant la guerre, qu'il ne peut être question d'une révolution prolétarienne, que, seule, une révolution bourgeoise est actuellement possible. C'est le marxisme. »

Ils disent au moins ouvertement ce qu'ils pensent ! Si jamais ils ont eu quelque confiance dans la force du prolétariat, si jamais ils ont espéré en la libération révolutionnaire de la classe ouvrière, ils sont radicalement guéris de ces « rêves ». Tous, de Fritz Adler à Fritz Ebert, travaillent à reconstruire le monde capitaliste. Tout sont avec M. Stolten, pour lequel il ne peut pas être question de socialisme tant que la production capitaliste procurera chaque jour au travailleur sa « poule au pot ». Aux calendes grecques, le socialisme !

Ces « défaitistes » incurables accueillent avec des railleries les accusations du socialiste-révolutionnaire de gauche russe, Steinberg. Steinberg accuse l'Internationale de Vienne d'avoir saboté la révolution, tout comme la 2^e Internationale. « La révolution russe, dit-il, est sortie victorieuse de toutes les luttes et elle tiendra. Ceux qui pensent qu'il est de leur devoir d'empêcher la révolution, d'insulter les bolcheviks et de se coaliser avec la bourgeoisie n'ont pas le moindre droit de critiquer la révolution russe ! » Steinberg a prononcé le seul mot révolutionnaire qui ait été dit dans cette assemblée. Il est sorti en faisant claquer la porte. A présent, règne sur le Congrès l'esprit maussade du front unique contre les révolutionnaires.

On y passe presque sous silence les incommensurables dangers de la guerre qui vient ; quelle haine, en revanche, se donne libre cours contre la Russie Soviétiste et contre les bolcheviks ! L'*Echo de Hambourg* a excité ces jours-ci tous les bas instincts, toutes les mauvaises passions contre les communistes, en leur attribuant le dessein d'empêcher les assises de ce socialisme international. De grandes mesures de précaution sont prises pour protéger la salle de congrès. Tout au début, dans son allocution, M. Leuteritz s'en prend aux fanatiques communistes dans le but d'intimider une opposition possible. M. Wels déclare qu'il ne faut en aucun cas faire preuve de faiblesse envers les communistes ; et M. Berger, compatriote de Gompers, déplore que le but des communistes soit l'anéantissement de la civilisation et le rétablissement d'une société primitive...

Tel est le ciment de la nouvelle Internationale : haine de la révolution, guerre aux communistes !

Nous savions d'avance ce que cette Internationale penserait et voudrait. Mais nous n'espérons pas qu'elle l'avouerait ainsi. Elle est attachée au monde capitaliste ; elle a la haine de la révolution

et de tout parti révolutionnaire, de toute aspiration révolutionnaire de la classe ouvrière. Elle ne le dissimule plus, et c'est parfait.

Paul FROELICH.

Le discours de Steinberg ⁽¹⁾

Hillquit a déclaré ici vouloir s'unir à la 2^e Internationale. Abramovitch a essayé d'invoquer contre cette union des raisons de logique. Son rôle était mauvais ; il ne jouait que l'avocat du diable. Pour se faire applaudir, il a invectivé les bolcheviks et désigné la gauche comme contre-révolutionnaire. Je constate qu'il aurait été applaudi de même au Congrès de la 2^e Internationale. Abramovitch est donc mûr pour Londres. C'est un fils spirituel de la 2^e Internationale. L'Union des Partis socialistes de Vienne voulait, à son début, être un point de cristallisation des partis de toute de classes révolutionnaire. Elle devait chercher une entente avec les partis révolutionnaires unis dans la 3^e Internationale. Mais lorsque, au Congrès de Berlin, elle en eut l'occasion, elle ne se trouva pas à même d'agir. On nous dit aujourd'hui que la nécessité historique veut que nous nous unissions avec la 2^e Internationale. Il n'y a pas de trahison du socialisme que l'on ne puisse expliquer historiquement. La trahison du socialisme a toujours eu des causes historiques.

Abramovitch a dit que la révolution russe a fait banqueroute. Je peux lui répondre que la révolution russe fera encore parler d'elle. Je crois devoir dire, surtout à ce Congrès, que, seuls, les partis socialistes qui ont commencé à réaliser la révolution dans leur propre pays ont le droit moral de critiquer une révolution. Vous n'êtes tous, ici, que partis de réformisme légal. Ceux qui n'ont pas le courage de commencer la révolution dans leur propre pays devraient être un peu plus prudents dans leurs critiques. Notre parti, lui, a le droit de critiquer parce que nous avons participé activement à la révolution russe de février à octobre 1917.

Interruption : Avez-vous des masses derrière vous ?

On a dit que nous devons nous unir à la 2^e Internationale, parce que les grandes masses de la classe ouvrière sont derrière elle ; n'avons-nous pas vu, pendant la guerre, les grands partis de

masses succomber aux atteintes du socialpatriotisme ? Y avait-il à Zimmerwald et à Kienthal plus qu'une poignée de militants ? La politique consiste-t-elle, pour nous, à courir toujours après les grandes masses ?

La deuxième raison invoquée en faveur de la fusion, c'est le péril de réaction dans toute l'Europe. Si vous parlez de réaction, cherchez-la dans les rangs de nos propres partis. Savez-vous ce que c'est que la 2^e Internationale ? Elle a été et elle restera l'organisation internationale des nationalistes. Les partis socialdémocrates sont le facteur essentiel de la réaction actuelle. En Allemagne, c'est le *Vorwärts* qui défend le plus énergiquement les intérêts de la bourgeoisie. L'Union de Vienne devait être une organisation d'esprit révolutionnaire. Vous dites maintenant : « La réaction sévit et nous devons nous unir avec la 2^e Internationale ! » — oubliant que cette réaction est précisément le résultat des fautes et des crimes des partis socialpatriotes réformistes avec lesquels vous voulez vous unir demain.

Regardez les grands partis de masses de la 2^e Internationale. Qu'a fait le *Labour Party* pour sauver la Russie Soviétiste de la guerre ? Macdonald disait : « Nous ne permettrons pas que la Russie socialiste fasse de la propagande dans nos colonies ». Il veut y éterniser l'esclavage colonial. Qu'a fait le *Labour Party* pour l'Irlande ? Vous pouvez voir, à l'exemple des Indépendants allemands, ce que sera le lendemain de la fusion. Les Indépendants allemands disaient aussi vouloir s'unir à la socialdémocratie pour faire quelque chose de grand pour la classe ouvrière. Quel est le résultat de cette fusion ? Ils n'ont rien obtenu, mais ils ont sacrifié leur indépendance. Croyez-vous à un meilleur résultat après la fusion de demain ? Nulle raison ne milite en sa faveur. La situation internationale est excessivement grave. La guerre peut éclater d'un jour à l'autre. La nouvelle Internationale se révèlera impuissante une fois encore, tandis que la Russie demeurera une fois de plus, je puis vous l'assurer, un grand facteur du développement révolutionnaire du monde. (*Interruptions, tumulte.*)

(1) Plusieurs fois, la presse socialiste a tiré parti dans son agitation anticomuniste des déclarations des socialistes-révolutionnaires de gauche dont les petits groupes ont fait en Russie des Soviets une néfaste politique d'opposition au Parti Communiste — et en ont pâti eux-mêmes. Les socialistes-révolutionnaires de gauche, malgré cette attitude, ne sont pas à confondre avec les réformistes et avec les socialistes-révolutionnaires de droite (Tchernov, Timoféev, Avxentiev) parti de coalition contre-révolutionnaire. Ce sont plutôt des dissidents de la révolution d'Octobre — à laquelle ils ont participé et après laquelle ils ont, pendant plusieurs mois, partagé le pouvoir avec les bolcheviks — sincèrement révolutionnaires, mais auxquels fait défaut l'intelligence du matérialisme historique incompatible avec leurs traditions idéalistes. Traînés par le Parti Communiste comme tous ceux qui, en des heures graves, ont — fût-ce avec les plus pures intentions — entravé ou contrarié son effort de transformation sociale, ils ont fait à l'étranger des campagnes véhémentes contre le pouvoir des Soviets. Leur délégué au Congrès de Hambourg a prononcé devant une assemblée plénière de l'Internationale de Vienne un discours d'autant plus remarquable qu'il est celui d'un adversaire irréductible du Parti Communiste russe. — R. A.

VIENT DE PARAÎTRE

Georges PLEKHANOV

Anarchisme et Socialisme

Nouvelle édition
avec une préface d'Amédée Dunois

1 vol. de 104 pages : 2 fr. 50

En vente à "l'HUMANITÉ"

Pour le travail fécond

La crise du Parti est bien finie. Il faut, maintenant, que nous distinguions nettement nos tâches futures. Ne pas les voir et ne pas les accomplir, serait nous condamner à de nouveaux coups et à des échecs lamentables.

« Il est évident, a dit Boukharine au 4^e Congrès, que ce n'est pas avec le petit doigt qu'on peut faire la révolution. » Ce n'est pas non plus avec la langue.

Nous avons affaire, en France, à un patronat formidablement organisé, à un Etat politiquement très fort, à une presse empoisonnée et vénale, répandue et puissante. Nous avons à lutter contre les préjugés, l'ignorance et, même parmi nous, tous n'en sont pas indemnes. La besogne à réaliser est écrasante ; comment l'accomplir ?

Il va de soi que cela ne peut pas se faire en dispersant les efforts, en travaillant sans ordre et sans méthode. Il faut considérer systématiquement tout ce qu'il y a à faire, et trouver les meilleurs moyens de résoudre les questions qui se posent à nous.

Nous avons à lutter contre le régime bourgeois tant sur le terrain économique que sur le terrain moral et intellectuel par les armes de l'action directe.

En premier lieu, nous devons nous livrer à une propagande intense pour faire connaître nos idées, aussi bien dans les milieux qui nous sont sympathiques et facilement accessibles (syndicats, coopératives, U.C.L., A.R.A.C., etc.) que dans ceux qu'il nous est plus difficile de toucher, et qu'il est cependant utile de toucher : travailleurs intellectuels et étudiants (qui se prolétarisent de plus en plus), techniciens, paysans, soldats, etc. Mais c'est loin d'être notre tâche la plus urgente.

Il faut nous instruire nous-mêmes. C'est une besogne qui a trop été négligée jusqu'ici. Si l'éducation doctrinale du Parti avait été plus poussée, je ne doute pas que la crise d'octobre-novembre dernier n'aurait pas eu lieu, ou du moins qu'elle aurait été bien moins virulente, et que beaucoup de scandaleuses « discussions » auraient été évitées. De plus, il ne faut pas oublier que dès le lendemain de la Révolution, il faudra pouvoir recruter dans nos rangs un personnel d'administration et de gouvernement ; or pour former ce personnel l'effort sérieux de tous les militants conscients sera nécessaire.

Mais la propagande et l'éducation *théoriques* ne seront rien sans une propagande et une éducation *pratiques*. Il y a des institutions ouvrières où les camarades pourront apprendre l'administration et l'organisation : ce sont les coopératives, les syndicats, etc... Il faut que les communistes s'y montrent les plus actifs, les plus exercés, les plus habiles à gérer les intérêts prolétariens. Il faut que la classe ouvrière s'habitue à voir émaner d'eux toutes les initiatives utiles et fécondes. Il faut que ce soit les camarades du Parti qui montrent toujours le remède à ses maux, la voie à suivre ; il faut montrer que suivant le mot historique de Marx, dans le *Manifeste Communiste*, « les communistes sont la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, celle qui sans trêve leur donne une impulsion nouvelle. Dans la théorie, ils ont sur la masse prolétarienne l'avantage que donne l'intelligence des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien. »

La doctrine marxiste est sortie de l'observa-

tion des faits économiques : il faut que toute l'action du Parti soit un cours vivant, vécu, une démonstration par l'exemple de la vérité du communisme, de l'insignifiance du réformisme, de la nécessité de la révolution, un commentaire incessant et public des événements quotidiens. L'action économique est, en ce sens, la meilleure des propagandes.

Il faut enfin que le Parti se tienne discipliné dans l'action, toujours prêt à mater dès la première tentative tout embryon de fascisme, et qu'il sache éluder toute persécution et toute violence gouvernementale, sans craindre au besoin de recourir à des moyens illégaux.

Mais tout cela ne peut se faire « avec le petit doigt ». Cela demande des hommes et une organisation.

Que voyons-nous aujourd'hui ? Quelques militants courant comme des rats empoisonnés, écrasés sous le travail de propagande ; la masse allant (ou n'allant pas) aux réunions, payant (ou ne payant pas) ses cotisations, criant volontiers : Marchons ! Courons !... et restant plus volontiers immobile...

Avant la guerre, une question souvent débattue était la suivante : Admettra-t-on dans le Parti tous ceux qui en acceptent le programme et en paient la cotisation, ou seulement des militants ? Les événements ont démontré l'ineptie de la première conception ; mais ils n'y ont pas mis un terme. Il serait temps qu'on en finisse avec elle. Il faudrait que chaque membre ait sa tâche définie, qu'il ait conscience de porter une grave responsabilité, qu'il sache qu'il a à faire quelque chose et quelle chose.

Mais pour cela, il faut une organisation méthodique de l'activité du Parti. Il faut qu'il ait ses cellules organisées dans tous les milieux prolétariens : syndicats, coopératives, etc... Sans doute, les dissidents, les syndicalistes jaunes, les anarcho-syndicalistes du Pacte, les incurables confusionnistes lacrymogènes ou humoristiques de la résistance vont crier à la perfidie ; mais cela ne doit pas nous émouvoir. Les communistes ont tout autant le droit de créer des groupes que le « Comité de défense syndicaliste », les « Amis de la Vie Ouvrière » ou que n'importe qui.

Il faut enfin organiser l'éducation au sein du Parti ; chose incroyable et presque scandaleuse ! Il n'a pas sa Centrale d'Education, l'École Marxiste elle-même n'est encore qu'un embryon. Pourtant, chaque communiste devrait pouvoir faire un bon propagandiste ; actuellement, il y en a peut-être un sur dix qui soit à même de propager autour de lui avec capacité le programme communiste.

Voilà, certes, beaucoup de « il faut » ; mais c'est la situation qui les commande. Je conviens qu'il serait plus agréable d'attendre la Révolution prolétarienne en se prélassant sur des lits de roses ; mais qui songe à son agrément ? Qui adhère au Parti accepte un devoir pénible et revendique une lourde responsabilité ; c'est ce qui fait précisément la valeur de son adhésion.

« *Labor improbus omnia vincit* », disaient les Latins : « un labeur acharné vient à bout de tout ». C'est seulement par une action soutenue, par le travail organique que nous ébranlerons et renverserons la société capitaliste, et que nous deviendrons dignes de créer sur ses ruines la société communiste.

André MERLAY.

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Le Pétrole

La conférence de Lausanne, l'assassinat de Vorovsky, l'ultimatum anglais à la Russie, l'occupation de la Ruhr, les voyages du maréchal Foch à Varsovie et à Prague, la conférence panaméricaine, la présence d'un observateur américain à Lausanne chargé de défendre la concession Chester, tous ces faits se tiennent. Ce ne sont qu'épisodes de la grande lutte qui met en présence trois groupes impérialistes paraissant parfois collaborer mais en réalité rivaux : Angleterre, Etats-Unis, France.

Ces trois groupes impérialistes sont notamment rivaux dans la question du pétrole.

Le pétrole devient le combustible principal des transports. 70 % des transports américains (Etats-Unis) utilisent le pétrole. La production totale du pétrole (mondiale) a été en 1922 de 759.000.000 de barils, se répartissant comme suit : Etats-Unis, 469.000.000 ; Mexique, 169.000.000 ; Russie 28 millions ; Bornéo, 18.000.000 ; Perse, 16.000.000 ; le reste se répartit entre des pays moins importants. Cette production est loin de s'accroître autant que la consommation. Le pétrole est employé par les automobiles et, de plus en plus, par les tracteurs agricoles, les installations du gaz, les chemins de fer, les vaisseaux marchands, les flottes de guerre.

Les géologues américains affirment, peut-être pour fournir une excuse au gouvernement de Washington, que les sources de pétrole de l'Amérique seront taries dans un laps de temps variant entre 8 et 15 ans. Les sources de la Turquie et de la Mésopotamie sont appelées à avoir une beaucoup plus longue durée d'activité ; aussi les Américains tentent-ils de s'y installer. Quant à présent, le déficit de 100.000.000 de barils de la production américaine par rapport à la consommation est couvert par la production mexicaine dont les Américains ont achevé l'an dernier 130 millions de barils. On voit quelles raisons les poussent à s'emparer des sources mexicaines.

La Grande-Bretagne et après elle la France ont également besoin de pétrole. La Grande-Bretagne a reçu un mandat sur la Mésopotamie. La France en a demandé un sur l'Anatolie. Il y a du pétrole en Amérique du Sud, en Perse, en Roumanie, aux Indes, en Galicie, à Bornéo : la Grande-Bretagne, la France et la Hollande s'évertuent à en écarter les Américains. A titre de compensation pour le règlement amiable de la question des dettes anglaises le gouvernement britannique s'est montré disposé à accorder une part au capital américain dans l'exploitation des pétroles de Mésopotamie. Les naifs ont cru voir là un indice de la collaboration amicale des deux puissances. Ils se sont trompés.

Deux faits viennent de ranimer les hostilités dans la guerre économique du pétrole et ces deux faits sont gros de conséquence. Avant de quitter le ministère de l'Intérieur de Washington, M. Fall a refusé à la *Royal Dutch-Shell Company* (le grand trust anglais du pétrole) le droit d'exploiter par l'intermédiaire d'une filiale établie aux Etats-Unis certaines régions pétrolifères. Les Etats-Unis ont ainsi répondu, à l'exclusion des Américains de certaines régions pétrolifères de l'étranger. La *Royal Dutch* contrôle environ 11 % de la produc-

tion mondiale du pétrole et notamment, par ses filiales, 3,5 % de la production des Etats-Unis. Elle contrôle 90 % de la production des Indes néerlandaises. Avec les Rothschild et l'*Asiatic Petroleum Company*, elle dirige la répartition du pétrole sur les routes de l'Orient. Un vaisseau partant de New-York pour faire le tour du monde par la Méditerranée, les Indes, l'Indonésie, le Japon, les Philippines, l'Australie et retournant à New-York par le canal de Panama aura dans 110 ports au monde son ravitaillement de pétrole contrôlé par la *Royal Dutch*.

La *Turkish Petroleum Cy*, trust anglais (dont l'*Anglo-Persian Cy*, appartenant elle-même dans la mesure de 65 % au gouvernement britannique, contrôle 50 % des actions), fait valoir ses droits sur tous les pétroles de Mésopotamie. A l'autre bout du monde, la *Royal Dutch* britannique possède au Mexique la *Pearson Oil*.

Le conflit entre producteurs anglais et américains du pétrole s'aggrave chaque jour. La concession Chester, accordée par la Turquie aux Etats-Unis en 1906, vient d'être renouvelée par le gouvernement d'Angora qui a refusé au même moment de renouveler des concessions françaises.

Le gouvernement américain a déclaré soutenir les revendications de M. Chester. Des journaux tels que le *Washington Post* et le *Wall Street Journal*, que l'on peut considérer comme officieux, ont blâmé le gouvernement américain de se laisser mêler au conflit du Levant malgré l'opinion publique, laquelle s'est prononcée en 1920. Mais le gouvernement actuel des Etats-Unis est un gouvernement de pétroliers. Le groupe Chester s'est évidemment entendu avec la *Standard Oil* de sorte qu'il peut compter sur la protection de la bannière étoilée.

Le gouvernement des soviets a accordé une concession de pétrole à la *Barnsdall Corporation* et ratifié celle accordée en Sibérie à la *Sinclair Oil Corporation*. On n'a pas oublié, par contre, l'échec de M. Urquardt. Mais le gouvernement des soviets garde nationalisés les puits de pétrole de Bakou, objet des plus ardues convoitises.

L'échec de la conférence de Lausanne est dû à l'entrée des Etats-Unis dans le conflit du Levant. Mossoul est l'enjeu principal de la lutte.

Un gros conflit s'annonce ainsi entre l'Amérique et la Grande-Bretagne en dépit de l'entente anglo-saxonne. La course au pétrole est aussi une course au pouvoir. On vient de découvrir dans l'Utah et le Colorado des gisements de pétrole d'une immense richesse, estimés valoir 5 fois la production annuelle du monde et 8 fois celle des Etats-Unis. Les besoins ne seront pas couverts par cela. Les exigences de l'industrie sont énormes; les marines ne peuvent se développer sans pétrole.

Le conflit d'Asie Mineure et le conflit anglo-russe ont leurs origines, dans une large mesure, dans la guerre économique du pétrole. La Russie des soviets refuse ses pétroles au capitalisme international ; les pétroles de Mésopotamie et de Mossoul sont convoités par la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis. Aucune nation ne veut d'une politique de « porte ouverte ». Toutes prétendent au monopole de la production du précieux combustible. Le pétrole sera l'une des causes principales de la prochaine guerre impérialiste.

I. AMTER.

Le premier écrit de Lénine

Le premier écrit de Lénine, datant de 1894 et intitulé : Qu'est-ce que les Amis du Peuple et comment ils combattent les social-démocrates, vient d'être réimprimé à Moscou. Il contient déjà en germe la doctrine bolcheviste. L'article que lui consacre notre camarade Pierre Pascal en souligne l'intérêt considérable.

Ce n'est pas un nouvel ouvrage de Lénine, c'est, au contraire, le premier (sauf deux ou trois articles) qui soit sorti de sa plume, au printemps et dans l'été de 1894, alors qu'il avait 24 ans. Il avait été tiré, par des moyens de fortune, à quelques dizaines d'exemplaires en trois fascicules : deux viennent d'être découverts dans les Archives de la police, le troisième est resté jusqu'à présent introuvable. L'ouvrage n'a pas seulement pour nous cet intérêt extérieur d'être la première expression du marxisme en Russie, ayant paru plusieurs mois avant les *Remarques critiques sur l'évolution économique de la Russie*, de Strouvé (septembre 1894), et avant le *Développement du point de vue moniste sur l'histoire*, de Plekhanov (décembre 1894). Il révèle encore une étonnante maturité de pensée.

A cette époque, le mouvement révolutionnaire était encore entre les mains des populistes (*narodniki*), qui séduisaient par un certain nationalisme, qui possédaient des chefs renommés, et qui, enfin, avaient seuls la possibilité de s'exprimer légalement. La pensée marxiste, sans parler du parti, commençait à peine à s'acclimater en Russie dans quelques cercles d'ouvriers et d'étudiants, et ses moindres manifestations étaient aussitôt combattues par Mikhaïlovsky, Ioujakov, Krivenko, dans leur revue la *Richesse russe*. Le besoin urgent se faisait sentir d'une vigoureuse réfutation philosophique, sociologique et économique, exposant en même temps les idées marxistes. L'ouvrage de Lénine, peu répandu, mais accueilli avec enthousiasme, joua ce rôle.

Le premier fascicule est la critique de la méthode subjective de Mikhaïlovsky en sociologie. Avec toute la force du futur exécuteur de Kautsky, Lénine s'attaque à ce chef respecté des *narodniki* : passant d'un argument à l'autre, les analysant, les confrontant, il poursuit Mikhaïlovsky sans ménagement, montre son ignorance ou les déformations conscientes qu'il se permet de la doctrine adverse pour avoir le triomphe facile, et en même temps rétablit et énonce le véritable matérialisme historique dans des formules d'une sûreté et d'une précision qui n'ont besoin, même aujourd'hui, d'aucune correction.

Mikhaïlovsky dit que l'Internationale n'a pas empêché la guerre franco-prussienne de 1871. Lénine répond : « Rien d'étonnant, puisque « tant que subsistera le système économique fondé sur l'échange, subsisteront les conflits internationaux... » Mikhaïlovsky ne peut comprendre cette vérité simple que le seul moyen de combattre les haines nationales est d'organiser et de grouper dans chaque pays la classe des opprimés contre la classe des oppresseurs et d'unir ces organisations ouvrières nationales en une grande armée ou-

vière internationale pour lutter contre le capital international ». Il expose en passant la doctrine sur le rôle des héros dans le matérialisme historique, il prouve par Engels que la méthode dialectique de Marx n'a rien de commun, quoi qu'en disent les populistes, avec la triade métaphysique de Hegel (thèse, antithèse, synthèse) : elle consiste à « considérer la société comme un organisme vivant en évolution perpétuelle... dont l'étude exige une analyse objective du régime de la production, dominant, naissance à telle ou telle formation sociale et la connaissance des lois de son fonctionnement ». Il constate que la doctrine des « populistes » actuels est bien dégénérée par rapport au « socialisme paysan » de 1870-1880, qui reconnaissait les antagonismes de classes et « rêvait » d'une révolution paysanne. Ce n'est plus maintenant qu'un « vulgaire libéralisme bourgeois », qui trouve « des impressions encourageantes dans les tendances progressives de l'économie rurale, oubliant que ces tendances sont accompagnées et résultent d'une expropriation en masse des paysans ».

Il découvre la misère de cette doctrine qui prétend « prendre au régime féodal l'appartenance des moyens de production au travailleur et au capitalisme la liberté, l'égalité, l'instruction, la civilisation », pour en composer une société idéale, comme si « le régime social était un agrégat mécanique de diverses institutions ». Les marxistes, au contraire, ne se contentant pas de constater en Russie l'exploitation et de la condamner, veulent l'expliquer. Voyant que toute l'histoire de la Russie avant l'abolition du servage se ramène à la ruine de la masse et à l'enrichissement d'une minorité, observant l'expropriation gigantesque des petits producteurs en face du progrès général de la technique, remarquant que ces deux tendances extrêmes surgissent et s'accroissent dans la mesure où progresse l'échange des marchandises, ils n'ont pas pu ne pas conclure qu'ils étaient en présence d'une organisation bourgeoise (capitaliste) de l'économie sociale, engendrant « nécessairement » l'expropriation et l'oppression des masses. Leur programme pratique était nettement déterminé par cette conviction : adhérer à cette lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, des classes non possédantes contre les possédantes, qui est le principal contenu de la réalité économique en Russie, depuis le village perdu jusqu'à la fabrique la plus moderne et la plus perfectionnée. Comment adhérer ? La réponse est suggérée, là encore, par la réalité.

Le capitalisme a conduit les principales branches de l'industrie au stade de la grande industrie mécanique ; concentrant ainsi la production, il a créé les conditions matérielles d'un nouveau régime et en même temps une nouvelle force sociale : la classe des ouvriers industriels, du prolétariat urbain. Soumise à la même exploitation bourgeoise qu'est économiquement l'exploitation de toute la population travaillante de Russie, cette classe est placée cependant dans des conditions particulièrement favorables pour sa libération ; elle n'est plus liée par rien à l'ancienne société fondée entièrement sur l'exploitation ; les conditions mêmes de son travail et de sa vie l'organi-

sent, l'obligent à penser, lui permettent d'entrer dans l'arène de la lutte politique. Il est naturel que les socialdémocrates aient porté toute leur attention et tous leurs espoirs sur cette classe, qu'ils aient réduit leur programme à développer sa conscience de classe et dirigé toute leur activité à l'aider à se dresser pour la lutte politique directe contre le régime actuel et à entraîner dans cette lutte tout le prolétariat russe.

Contre les partis paysans, fondés sur la négation de la réalité capitaliste, voilà comment Lénine insère le marxisme dans la vie russe, pose les fondements et la justification du parti social-démocrate et de tous les partis communistes.

Le second fascicule faisait la critique de Loujakov et de ses vues économiques.

Le troisième analyse « la tactique, les propositions pratiques, le programme politique » des *Amis du Peuple* d'après certains articles, principalement de Krivenko. Ici, Lénine opère par la statistique. A ceux qui idéalisent la petite industrie campagnarde (les *koustari*), il prouve par les chiffres qu'elle n'est qu'une étape, et la pire au point de vue de l'exploitation du travail, de la grande industrie capitaliste. La plupart des *koustari* travaillent pour des patrons et avec leurs matériaux. De même, de ce que les paysans occupent la terre, s'ensuit-il qu'ils ne soient pas exploités par le capital ?

Les socialistes-populistes russes, toutes les fois qu'ils sont obligés de constater l'exploitation des travailleurs, l'attribuent à des accidents facilement remédiables, à la politique agraire ou fiscale, etc. C'est qu'ils se refusent à analyser les données réelles, qui montrent au contraire que « la classe des petits producteurs se décompose : le haut va vers la bourgeoisie, le bas vers le prolétariat... Parmi les paysans pauvres, nous voyons déjà une véritable expropriation, accompagnée de la concentration des moyens de production entre les mains d'une minorité possédant des exploitations relativement grandes et solides ». Et Lénine accumule et commente les statistiques.

Les socialdémocrates n'ont pas le moindre désir « d'ignorer les intérêts de la masse paysanne, ni de faire bouillir le moujik dans la chaudière des usines », mais ils constatent que le capitalisme est un processus de progrès, parce que, « malgré toutes les horreurs de l'exploitation du travail, de la dégénérescence, de l'exaspération, de la déformation des organismes féminins et enfants, etc., il éveille la pensée de l'ouvrier, il transforme un mécontentement sourd et vague en protestation consciente, il change la révolte, mesquine, insensée, en lutte de classe organisée pour la libération de toute la gent travailleuse, lutte qui puise sa force dans les conditions mêmes de l'existence de ce grand capitalisme et pour cela peut absolument compter sur un succès certain ».

Au lieu de cela, que proposent les *Amis du Peuple* ? Qu'on facilite aux paysans la location des parcelles de terre de la couronne, qu'on ouvre des musées de *koustari*, qu'on facilite le crédit agricole. « Ils veulent non pas supprimer l'exploitation, mais l'adoucir, non pas la lutte, mais la conciliation » ; ils comptent sur le bon vouloir de l'administration, « sur les bons sentiments des intellectuels. Ayant perdu tous les bons côtés révolutionnaires de leurs ancêtres de 1870, ils n'ont gardé que l'erreur : « l'incompréhension de l'antagonisme des classes au sein même des paysans ». « La foi à un régime spécial de la vie russe, à la « commune » paysanne, voilà ce qui les animait, ce qui poussait des dizaines et des centaines

d'hommes à la lutte héroïque contre le gouvernement. On ne saurait accuser les socialdémocrates de n'avoir pas su apprécier les services historiques de cette élite de l'époque et de ne pas honorer profondément leur mémoire. Mais où est-elle maintenant, cette foi ?... En même temps que la classe paysanne, le vieux socialisme paysan de Russie s'est scindé, cédant la place, d'une part, au socialisme ouvrier, d'autre part, à un vulgaire radicalisme bourgeois dégénéré... qui ne prétend plus qu'à reprendre, à « améliorer » la situation du paysan en conservant les bases de la société actuelle ».

Le temps est passé à jamais « où le socialisme et le socialisme se fondaient en un tout indissoluble, comme à l'époque de Tchernychevsky... Au contraire, entre ces idées, il y a un abîme, et il est grand temps que les socialistes russes comprennent la nécessité impérieuse de rompre entièrement et définitivement avec les démocrates. »

Ce résultat, cette chute du socialisme paysan dans le libéralisme, était inévitable, puisqu'il partait d'un mythe, la nature « communiste de la commune paysanne, et d'une idée fausse, « que la classe paysanne représente la population travailleuse et exploitée, alors qu'en réalité elle n'est pas une classe à part... mais comprend dans son sein les deux classes de la bourgeoisie et du prolétariat ».

La doctrine des *Amis du Peuple* est donc un radical-libéralisme. Quelle doit être l'attitude de la classe ouvrière envers la petite-bourgeoisie et son programme ? Cette classe est progressive en tant qu'elle combat toutes les survivances de la féodalité et du servage ; elle est réactionnaire, en ceci qu'elle retient le développement du pays dans le sens bourgeois. Les socialdémocrates soutiennent le programme libéral : suppression des privilèges de la noblesse, diminution des sommes versées par les paysans, suppression du joug administratif, parce que toutes ces mesures, en frappant les survivances féodales, dégagent mieux l'opposition actuelle des classes, éclaircissent la situation, mettent les deux adversaires : bourgeoisie et prolétariat, face à face, et avancent donc le progrès de ce dernier. En ce sens, « les communistes russes, les partisans du marxisme, ont plus que quiconque le droit de se nommer socialdémocrates ». « La lutte aux côtés de la démocratie radicale contre l'absolutisme et les castes et institutions réactionnaires est le premier devoir de la classe ouvrière. Les socialdémocrates doivent le lui inculquer, sans négliger un seul instant de lui inculquer en même temps que la lutte contre toutes ces institutions n'est qu'un moyen pour faciliter la lutte contre la bourgeoisie, que la réalisation des revendications démocratiques ne lui est nécessaire que pour dégager le chemin qui conduit à la victoire sur l'ennemi principal des travailleurs : le capital... »

N'est-ce pas le programme, la tactique des révolutions de février et octobre 1917 ?

La constitution d'un parti démocratique serait donc souhaitable, mais les socialdémocrates ne pourront jamais se fonder avec lui, car « ils estiment nécessaire une organisation indépendante des ouvriers en un parti ouvrier ». L'ouvrier n'a pas l'intention de lier les marrons du feu pour la bourgeoisie.

Les socialistes doivent faire un énorme travail théorique, étudier les antagonismes sociaux en Russie, les mettre à nu partout où ils sont couverts par l'histoire politique, les formes juridiques ou les préjugés, montrer la fatalité de l'ex-

appropriation du travail dans le régime de production existant et indiquer l'issue fournie par l'évolution économique. Mais ils doivent également « se faire les guides effectifs du prolétariat dans sa lutte réelle contre les ennemis concrets qui font obstacle au développement social et économique. La théorie et la pratique se confondent en un seul travail, justement caractérisé par Liebknecht, le vétéran de la social-démocratie allemande, en ces mots : Etudier, propager, organiser ». Il n'y a plus danger de dogmatisme ni de sectarisme, si « le rôle des intellectuels se réduit à rendre inutiles des dirigeants spéciaux intellectuels ».

En se résumant, Lénine répète que l'exploitation présente en Russie est bien capitaliste, dans les campagnes comme dans l'industrie, seulement « sa situation fait de l'ouvrier industriel l'unique champion de la libération de la classe ouvrière, car, seul, le stade supérieur du capitalisme, la grande industrie mécanique, crée les conditions matérielles et les forces sociales nécessaires pour cette lutte. Partout ailleurs, l'exploitation fragmentée, isolée, mesquine, attache le travailleur à sa place, le désunit, ne lui donne pas la possibilité de comprendre la solidarité de classe, ni que la cause de son oppression n'est pas telle ou telle personnalité, mais tout le système économique... Sur la classe des ouvriers, les social-démocrates tournent toute leur attention et leur activité. Quand ses membres les plus avancés se seront assimilés l'idée du socialisme scientifique, l'idée du rôle historique de l'ouvrier russe, quand ces idées

seront largement répandues et que parmi les ouvriers existeront de solides groupements transformant la guerre économique fragmentaire actuelle en une lutte de classe consciente, alors l'ouvrier russe, à la tête de tous les éléments démocratiques, renversera l'absolutisme et conduira le prolétariat russe — côte à côte avec celui de tous les pays — par la voie directe de la lutte politique déclarée, à la révolution communiste victorieuse ».

Ce passage est à bon droit cité dans un rapport de gendarmerie de l'époque. Il faudrait aujourd'hui l'insérer, de même que les précédents, dans les recueils de nos Partis communistes, pour montrer non seulement la fermeté de pensée de son auteur, mais surtout l'ensemble de conditions qui prépare le succès d'un parti et de la révolution.

À la base, la méthode marxiste ; dans chaque pays, avec cette méthode, l'étude originale et minutieuse, mathématique si possible, de sa composition sociale ; le soutien sans timidité de tout mouvement progressif, si éloigné qu'il soit du socialisme ; la constitution d'un parti délibérément ouvrier, non pas comme une fin en soi propre à satisfaire quelques intellectuels, mais comme un instrument pour guider toute la classe ouvrière. Toutes ces conditions sont également indispensables. Lénine les a réunies, et l'enseignement que fournit son premier grand ouvrage, brillamment confirmé par l'histoire, est encore valable pour tous les partis communistes

Pierre PASCAL.

La légende de Lénine

L'histoire a connu des cas où autour des grands hommes, une légende s'est créée alors qu'ils étaient encore vivants. Mais aucun cas n'est comparable à celui de Lénine.

Autrefois c'était dans les brumes des époques primitives que se créaient de telles légendes, dans les temps où l'esprit humain n'avait encore aucune notion de la critique. Alors, les grands fondateurs de religions, de cités ou d'empires s'imposaient à l'imagination enfantine des peuples.

Plus près de nous, un Napoléon a produit une impression fantastique sur ses contemporains, provoqué des admirations et des terreurs sans bornes et passé pour l'Antéchrist dans les pays foulés aux pieds par ses armées.

Mais ce n'était pas encore l'époque du télégraphe et du téléphone, de l'avion et de la T.S.F. ; la terre n'était pas encore dépouillée de tous ses mystères...

Il est curieux de constater combien la mentalité humaine reste attachée aux survivances du passé. Ne voyons-nous pas des gens qui se prétendent des plus civilisés et qui admettent encore l'explication religieuse des phénomènes de la vie ?

La maladie de Lénine a provoqué dès le premier jour une avalanche d'informations fantaisistes, incohérentes, contradictoires et insensées. Laissons de côté l'agitation factice des agences contre-révolutionnaires ! On sait trop qu'à chacune des étapes de la Révolution russe et du monde capitaliste, des dépêches confectionnées *ad hoc* se sont mises à pleuvoir de partout. Les grands journaux se moquent autant de la logique que de leurs lecteurs. Et on ne serait pas étonné d'apprendre par eux

un beau matin, que Lénine est mort et ressuscité, tout comme Jésus-Christ, si cela pouvait faire les affaires d'une Bourse ou d'un Quai d'Orsay.

Mais passons !... Malgré les croassements insupportables de ces corbeaux, les événements suivent leur cours, affirmant encore une fois le bon sens, le bon droit et la supériorité intellectuelle de la politique bolcheviste. Cela ne désarmera certes pas nos brigands de la plume, du moins pas avant que le dernier sou des subventions capitalistes ait été englouti par la presse vénale.

Le mercantilisme de la presse n'explique pourtant pas la crédulité du public, qui avale docilement tous ces mensonges et toutes ces bourdes. La stupidité de ces procédés de mystification publique ne provoque à notre très grande surprise aucune protestation dans les cercles scientifiques et littéraires, ce qui permettrait de croire que tout le progrès des études, tout l'acquis de la science historique et sociologique sont choses vaines. Déterminisme scientifique ! Matérialisme historique ! Notions inaccessibles pour nos contemporains qui rêvent une restauration du classicisme sous sa forme moyenâgeuse !...

Quelle est en effet l'explication courante de la Révolution russe ?

— Il y avait un merveilleux pays riche et puissant. Il y avait une admirable armée. Il y avait un tsar, allié « fidèle » et bien « aimé »... Et tout dans ce pays marchait à merveille. C'est le premier tableau. Quand le rideau se lève pour le deuxième tableau, il n'y a plus de tsar, qui disparaît pour des raisons diverses. Mais il y a des

Milioukof, des Kerensky, des Savinkof, des cadets et des socialistes-révolutionnaires. L'enthousiasme de la bourgeoisie européenne s'amointrit du coup. Mais le froid est encore supportable, comme au mois de septembre. Seulement voici le troisième acte. Quelques bolcheviks, avec Lénine en tête, chambardent tout de fond en comble. Et il suffit de la méchanceté de ces hommes exécra- bles pour que le spectacle des choses change tout à coup de couleur.

Voici des miracles fabuleux ! Voici des légendes vécues ! Mais quoi ? le *mysticisme* russe explique tout.

Telle est la philosophie de l'histoire qu'on nous impose tous les jours ! Et la maladie de Lénine a servi de prétexte pour la pousser à l'extrême.

Personne n'admire autant que nous la grande figure du chef incontesté du bolchevisme russe, de l'homme prodigieux, qui présente une rare synthèse de l'intelligence la plus lucide et la plus cultivée et d'une volonté de fer. Il est certain que Lénine est l'instrument le plus merveilleux de la Révolution ; que la pensée et la volonté du prolétariat russe ont trouvé dans son cerveau puissant un récepteur magnifique et un transmetteur incomparable. Mais dire que c'est Lénine qui a fait la Révolution ; lui imputer toutes ses gloires et toutes ses souffrances ; croire, enfin, que sa disparition ferait disparaître le bolchevisme, cela équivaut à tomber au niveau de ces éternels mineurs que sont les socialistes-révolutionnaires russes.

Ce subjectivisme historique est trop simpliste et trop aveugle.

On ne voit pas qu'à côté de Lénine il y a toute une pléiade d'hommes d'une intelligence supérieure et d'une énergie exceptionnelle. Ces hommes luttèrent sans défaillance au temps où le tsar jetait les révolutionnaires en prison, les exilait dans les glaces sibériennes. Ces propagandistes extraordinaires ne désespéraient pas quand ils n'avaient pour auditoire, à Paris, que les pauvres émigrés du quartier de la Glacière, quand leurs écrits pouvaient à peine être imprimés. Et aujourd'hui qu'ils sont à la tête d'un immense empire, qu'ils ont à leur service une tribune mondiale, à leur disposition tous les ressorts modernes de la propagande, on les croit capables d'abandonner la lutte ! Comment ? Un Trotsky, un Dzerjinsky, un Préobrajensky, un Zinoviev, un Krassine, un Tchitcherine, un Litvinov, un Rakovsky, un Radek, un Lozovsky — je ne parle que des plus connus — pourraient abdiquer la tâche qu'ils ont menée à bien avec Lénine ? On espère que sans Lénine ils vont s'entredéchirer pour le profit du monde capitaliste, qui depuis le premier moment a guetté la lutte, qu'il croyait possible, entre Lénine et Trotsky. Ces basses espérances resteront vaines.

Les ennemis et les calomnieurs de la Révolution russe ne comprennent pas son caractère essentiel, qui est d'être une œuvre collective. Subjectivistes dans la méthode, individualistes dans leurs principes, utopistes dans leurs prévisions, ces gens-là, tout comme les contre-révolutionnaires russes, sont incapables de saisir le sens profond des événements russes. Il suffit de rappeler leurs bêtises quotidiennes, qui remplissent la presse, les salons et les chancelleries : « Lénine tsar rouge ! » « Un triumvirat prêt à le remplacer ! », etc. Pourtant ce n'est pas sur l'absolutisme que s'ap-

puie la Révolution russe. C'est la masse des travailleurs qui la soutient. Cette masse manifeste toujours son esprit communiste aux jours du danger, comme elle manifestait l'an passé contre les mensonges des s.-r. et de leurs défenseurs de la 2^e Internationale. Et cette masse est bien unie par les soviets, bien soudée par le Parti Communiste. L'autorité personnelle d'un homme en Russie est une illusion dont se bercent ceux qui ne connaissent pas l'organisation de la République. Toutes les décisions importantes sont prises par les grands collèges nationaux et internationaux. Il y a le Comintern, l'Exécutif de l'Internationale. Il y a l'I.S.R. Il y a le Comité Exécutif Central des soviets. Il y a le Comité Exécutif Central du Parti Communiste russe. Il y a le Conseil des Commissaires du peuple. Il y a le Conseil Supérieur de l'Economie. Tous ces organismes sont aujourd'hui fortement et solidement installés. Ils disposent d'une machine administrative et d'une armée, qui a fait ses preuves. Et les gouvernements bourgeois n'ignorent pas que le gouvernement soviétique est plus solide que jamais.

Si Lénine a besoin de repos — et qui pourrait s'en étonner ! — il faut reconnaître qu'il l'a bien mérité. Artisan principal de ce mouvement gigantesque, qui embrasse le monde entier, il a fait une œuvre qui ne périra point. Si même la destinée implacable, comme disaient les romantiques, devait le mettre définitivement hors de combat — ce que nous ne voulons pas croire — il resterait un des plus grands créateurs de l'histoire, un vrai type de surhomme, un champion admirable du progrès humain. Ce n'est pas la légende qui le fera vivre éternellement dans la conscience universelle, mais la reconnaissance et l'admiration.

L'humanité sera-t-elle toujours lente à connaître et à apprécier ses véritables amis ?

Michel LEON.

VIENT DE PARAÎTRE :

E. BRAND & H. WALETSKY

Le Communisme en Pologne

3 ANS DE COMBAT

A L'AVANT-GARDE

Préface d'Amédée DUNOIS

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Un volume : 3 francs

Franco : 3 fr. 25

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.